

Une crise qui fera époque : L'Allemagne et la crise de migration

mardi 29 mars 2016, par Peter Wahl

La prétendue crise de migration a des dimensions qui vont bien au-delà des défis de la migration et l'asile en tant que tels.

En Allemagne :

- elle bouscule le système politique avec l'essor d'un parti populiste de droite, l'AFD (*Alternative für Deutschland* [1]), qui a commencé à entrer dans les parlements des États fédéraux ;
- l'AFD remet en cause le monopole des chrétiens-démocrates comme seule représentation de la droite allemande ;
- s'est formée pour la première fois au sein même des chrétiens-démocrates une forte opposition contre M^{me} Merkel. L'alliance entre le CDU et son parti frère en Bavière, la CSU [2], s'est transformée en conflit profond qui risque d'aboutir à une plainte devant la Cour suprême à Karlsruhe ;
- tout cela indique que les élites sont profondément divisées sur la question ;
- la crise révèle l'existence d'un fort courant xénophobe et de ressentiments islamophobes dans la société, avec un côté radical et violent qui se manifeste par des incendies de foyers d'immigrés et une vague d'agressions physiques contre des réfugiés ;
- il y a, de l'autre côté, un secteur important de la population ayant une attitude amicale et humaniste vis-à-vis des réfugiés, y compris çà et là dans l'appareil d'État – avant tout au niveau local – et des dizaines de milliers de volontaires qui organisent du soutien pour résoudre les problèmes de chaque jour, parfois remplaçant l'appareil d'État, là où il y a incompetence ou même xénophobie ;
- il s'est produit donc une polarisation dans la société, accompagnée d'émotions énormes, et qui domine complètement le débat politique en ce moment.

Au niveau de l'Union européenne la crise démontre :

- la faillite du supranationalisme. Bruxelles est pratiquement hors jeu dans la gestion de la crise. Comme on pouvait déjà l'observer lors du crash financier en 2008, l'UE ne dispose pas des moyens et des instruments politiques, financiers et juridiques pour gérer un problème d'une telle envergure ;

- la banqueroute des « valeurs européennes ». Une fois sérieusement mis à l'épreuve, le narratif des droits de l'homme, de la solidarité, de la fraternité, du droit d'asile se démasque comme langue de bois politicienne ;
- que des contradictions profondes et difficiles à surmonter sont apparues entre des pays membres ou groupes de pays, les pays de l'Est, l'Autriche et les Balkans d'un côté, la Grèce et, dans une certaine mesure, l'Italie de l'autre ;
- que l'Allemagne est isolée au sein de l'UE avec sa politique de portes ouvertes ;
- que l'axe Paris-Berlin qui, jadis, était la colonne vertébrale de l'UE, ne fonctionne pas sur ce problème non plus ;
- que la question d'une hégémonie allemande ne se pose plus. On pourrait plutôt parler d'un *vacuum* de « leadership ». Tout cela se rajoute à d'autres crises telles que la stagnation économique dans la zone euro, le désastre économique et social en Grèce et d'autres pays de la périphérie, les problèmes de la monnaie unique, les effets à long terme du crash financier, la montée du populisme de droite dans presque tous les pays membres, le Brexit et finalement des conflits armés internationaux, auxquels l'UE est, d'une manière ou de l'autre, directement liée. Ce n'est donc point exagéré de constater que nous vivons une situation historique qui fera époque. L'UE est un paquebot sans capitaine au milieu d'un ouragan.

Cause et effet

Pour éviter tout malentendu : tout ce chaos n'est pas de la responsabilité des réfugiés et des migrants. Leur arrivée ne fait qu'émerger à la surface des problèmes qui existaient avant et indépendamment d'eux : désorientation, insécurité, angoisses des perdants de politiques néolibérales, exclusion par un capitalisme sans merci, et complexité accélérée de la société qui perd toute mesure humaine. C'est sur ce vivier que poussent la xénophobie, l'islamophobie, le nationalisme et le racisme, qui peuvent facilement être instrumentalisés par des forces politiques de droite et d'extrême droite.

La grande majorité des réfugiés sont des victimes qui essayent d'échapper à des menaces existentielles : la guerre, la guerre civile, la persécution et des circonstances politiques et économiques pour lesquelles l'UE ou ses pays membres portent très souvent une énorme coresponsabilité. Ainsi, par exemple, la guerre d'agression de l'administration Bush en Irak n'a pas seulement été une violation du droit international, justifiée avec un mensonge grossier – les prétendues armes de destruction massive de Saddam Hussein –, mais elle était aussi le déclencheur de la déstabilisation de toute la région. De même, l'intervention en Libye, l'ingérence dans le conflit en Syrie sous les oripeaux de la défense des droits de l'homme, ou le *big business* de vente d'armes aux régimes féodaux au Golfe. L'Europe commence à être rattrapée par les effets de ses propres politiques. « *Maître, le péril est grand ; les Esprits que j'ai évoqués, je ne peux plus m'en débarrasser.* » (Goethe, *L'apprenti sorcier* ; traduction de Henri Blaze).

Comment expliquer la politique d'Angela Merkel ?

La décision de M^{me} Merkel de donner libre accès aux réfugiés en ignorant l'accord de Dublin II [3] a suscité beaucoup de débats sur ses motifs dans tous les camps politiques. La gauche a toujours soutenu l'accueil de réfugiés avec des arguments humanistes et en faisant référence à la responsabilité de l'Ouest pour les racines socio-économiques et politiques de la migration. Donc, l'irritation fut forte quand Merkel mit en pratique une politique considérée comme un classique de gauche.

Pour l'expliquer, beaucoup mettent l'accent sur des facteurs comme la démographie et des intérêts économiques. L'Allemagne est non seulement une société vieillissante, mais risque une réduction de sa population de 81 à 76 millions en 2050, s'il n'y pas de contre-mesures. Une forte immigration pourrait contribuer à une amélioration de la situation démographique. Le marché de travail étant lié à la démographie, cela permettrait sans doute d'éviter un manque de main-d'œuvre qui s'annonce déjà aujourd'hui. Il y a beaucoup d'études qui montrent des effets économiques de la migration, au moins à long terme.

Puisque le BDI [4] a exprimé son soutien à Merkel à plusieurs reprises, il y a aussi le soupçon que l'immigration pourrait être utilisée pour faire pression sur les salaires et pour diminuer le salaire minimum qui vient d'être introduit en 2015.

Bien sûr, nous ne pouvons pas regarder dans le cerveau de Merkel, ou celui de ses proches conseillers. Mais toutes ces interprétations présupposent l'existence d'une stratégie bien réfléchie. Or, les résultats de sa décision – opposition massive dans son propre camp, essor de l'AFD, conflits existentiels dans l'UE, isolement international, etc. – sont tellement en contradiction avec ses propres intérêts qu'il est improbable que ç'ait été une décision bien réfléchie. La gauche a souvent

tendance à surestimer les élites. Un regard sur d'autres sujets, tels que le réchauffement climatique, la régulation du capitalisme financier, la faiblesse de croissance structurelle des économies avancées, la gouvernance de l'UE, les conflits internationaux de tous les côtés montrent qu'il y a une tendance vers la perte de contrôle un peu partout. Il paraît que c'est un autre effet de la mondialisation. Beaucoup de problèmes sont devenus si graves et complexes qu'ils échappent aux capacités de la politique de trouver des solutions adéquates. Les migrations sont l'expression de cette crise généralisée.

Donc le *crisis management* permanent, le *muddling through* est devenu le mode de fonctionnement normal. Un peu de rafistolage par ci, un peu de replâtrage par là, on peut encore acheter du temps, mais on ne peut plus vraiment résoudre à fond les problèmes. Merkel est une représentante classique de ce style politique. Elle dit elle-même qu'elle « roule à vue ». Donc, ce qu'elle a vu en juillet dernier, c'était une opinion publique qui était choquée par les images à la télé, un petit garçon mort sur une plage en Turquie. Elle a vu les sondages selon lesquels les gens demandent à la politique « de faire quelque chose ». Elle se sentait contrainte de montrer du « leadership » Peut-être était-elle aussi personnellement émue. Donc, elle a fait « quelque chose » que l'on pourrait qualifier de pragmatisme populiste.

La situation ressemble beaucoup à celle qui existait quand elle décida la sortie du nucléaire, sous la pression de la catastrophe de Fukushima en 2011 : contre son propre parti, contre les intérêts des grandes entreprises d'énergie et au vu de sondages selon lesquels une majorité écrasante d'Allemands souhaitait la fin du nucléaire.

Et, dans les deux cas, Merkel était objectivement dans le camp de la gauche. Ce qui était naturellement très irritant pour celle-ci. Et, dans les deux cas, ce n'est qu'après la décision que l'on s'est rendu compte des problèmes pratiques posés par un tel changement de cap abrupt.

Les rapports de force basculent

Si les événements à Cologne n'avaient pas eu lieu, la droite aurait dû les inventer. Qu'est-ce qui s'est passé dans la nuit du réveillon 2015-2016 ?

Dans la nuit du nouvel an, il y en Allemagne la coutume, aussi populaire qu'idiote, que chacun fasse son feu d'artifice individuel. C'est une bonne affaire pour l'industrie correspondante, car les gens dépensent autour de 120 millions d'euros pour ce plaisir imbécile. Dans les centres des grandes villes, on se sent vers minuit comme sous le pilonnage à Verdun en 1916 et, chaque année, il y a des incendies, des milliers de blessés et parfois des morts. Dans les places centrales, se réunissent des dizaines de milliers de personnes, toutes plus ou moins alcoolisées. C'est dans cette atmosphère, que des bandes de petits délinquants, des pickpockets et des trafiquants de drogues au nombre de quelques centaines ont volé des

portables, de l'argent et d'autres objets de valeur. Leurs cibles étaient avant tout des femmes, mais pas exclusivement, et dans plusieurs centaines de cas, ces petits criminels ont commis des abus sexuels, comme toucher aux fesses et aux seins. Bien sûr, c'est détestable. Mais la plupart de ces abus sexistes ne peuvent même pas être sanctionnés selon les lois allemandes. Le scandale est donc double. Mais, puisque les délinquants étaient à 90 % des Marocains et des Algériens, c'était une bonne aubaine pour la droite de commencer la contre-offensive.

Il y a une autre composante importante dans ce cas. Dans la télévision publique, qui est toujours le facteur le plus important dans la formation de l'opinion, une grande quantité des journalistes ont une orientation politico-culturelle qui ressemble à ce qu'on appelle en France la culture des « bobos ». C'est pourquoi ces médias ont soutenu de manière plus ou moins subtile la *Willkommenskultur* (culture de la bienvenue) et la ligne de Merkel. Dans ce cadre, il y avait en effet un certain biais dans la présentation des informations. [5] En ce qui concerne Cologne, ils ne lui ont pas accordé beaucoup d'attention au début. Mais, à l'ère de YouTube, Facebook et Twitter, les conséquences étaient désastreuses. Pour compenser leur faute et sous la pression énorme de la droite dans la CDU et le SPD, ils ont fait l'inverse ensuite et des qualifications comme « rupture de civilisation » ont été diffusées, une notion qui normalement est réservée pour décrire l'holocauste, créant donc un embrouillamini intellectuel et moral total.

À l'étranger, ce genre d'incidents qui se produisent dans chaque fête de bière ou de carnaval, font normalement l'objet de la catégorie « faits divers » au maximum ! Mais, cette fois, c'était différent. Dans les autres pays de l'UE, qui ne partagent pas la position de Berlin, les dirigeants ont néanmoins un besoin profond de légitimer leur propre position. Alors, Cologne était pour eux aussi un cadeau du ciel et les médias ont gonflé l'affaire avec une *Schadenfreude* (joie malsaine) ouverte.

Le résultat de tout cela ne se fit pas attendre. Tandis qu'avant Cologne Merkel avait une majorité dans les sondages, 59 % étaient contre elle en février. La fronde contre la chancelière dans ses propres rangs passait à l'offensive.

Changer de cap sans perdre la face

Sous cette pression commencèrent des manœuvres hectiques pour changer de cap sans perdre la face. Des mesures furent prises pour réduire le nombre de réfugiés en déclarant les pays de l'Afrique du Nord et l'Afghanistan comme pays d'origine fiables et dont les ressortissants n'ont donc pas droit d'asile. Parallèlement, un agrément avec la Turquie, au prix de trois millions d'euros et du silence sur la répression contre les Kurdes et la politique aventuriste d'Erdogan en Syrie, fut décidé, ainsi qu'une mission de l'OTAN dans la mer Egée.

Pour comble de misère, il y a mi-mars des élections régionales dans trois États, la Rhénanie-Palatinat, le Bade-Wurtemberg et

la Saxe-Anhalt. Avant l'été dernier, l'AFD était dans une grave crise, avec scission de l'aile modérée et une perte de popularité considérable. Il semblait que le phénomène avait disparu comme par enchantement. Mais, depuis juillet dernier, il y a une résurrection et, selon les sondages, l'AFD entrerait dans les parlements des trois États. En Saxe-Anhalt, il pourrait devenir le troisième parti derrière la CDU et Die Linke. L'essor de l'AFD se fait surtout aux frais de la CDU, non seulement en votes, mais aussi dans les possibilités de former un gouvernement de coalition sous direction de la CDU.

Pourtant, Merkel a maintenu sa position de ne pas admettre un plafond pour le chiffre de migrants, comme l'ont fait l'Autriche et d'autres pays. L'argument est « que faire s'il y a le énième réfugié plus un devant les frontières ? » Tirer dessus, comme l'a proposé une dirigeante de l'AFD soutenue par 27 % d'Allemands ? Le laisser se noyer dans la Méditerranée ? On voit ici concrètement cet élément de perte de contrôle mentionné plus haut : il n'y pas de solution autre que l'aide, sauf la barbarie. Aujourd'hui, Merkel est soutenue par un reste de la CDU, la majorité du SPD, la gauche, y compris Die Linke, les Verts et par les deux grandes Églises.

Parallèlement, elle essaye de trouver une « solution européenne ». Mais il paraît que cela ne fonctionnera pas. Même la France, qui était à la pointe de la déstabilisation de la Libye, jouait le trublion dans le conflit syrien et qui porte donc une responsabilité directe de la misère, refuse de faire plus qu'un geste symbolique. Paris accepte le chiffre de 30 000 réfugiés, ce qui fait 0,045 % d'une population de 66,3 millions. En Allemagne, les 1,1 million arrivés en 2015 font 1,35 % de la population. Ce n'est pas grand-chose pour la quatrième puissance économique du monde. La Jordanie reçoit 600 000 réfugiés syriens et irakiens, qui représentent 6,3 % de la population jordanienne.

Les perspectives

Il est difficile de faire un pronostic pour savoir comment les choses vont évoluer. Il y a trop de variables incertaines en jeu. Dans un scénario négatif, la CDU subit une défaite grave dans les élections régionales, Merkel tombe, Schäuble devient chancelier jusqu'aux élections fédérales en 2017, Berlin rejoint les « solutions » à tendance brutale, voire barbare, le concept de l'UE comme forteresse triomphe, l'UE est unie – au moins sur ce sujet – et nous aurons une tragédie inhumaine horrible devant les portes de la forteresse.

Dans un scénario positif, les élections régionales ne s'avèrent pas comme un désastre, la Turquie garde la plupart des nouveaux réfugiés sur son territoire et la guerre en Syrie est terminée grâce à une solution politique. Dans ce cas, il y aura toujours, mais plus lentement, un glissement vers des « solutions » à tendance de cloisonnement, mais avec des trajets pour l'immigration et l'accueil d'une certaine quantité de réfugiés, au moins en Allemagne. À long terme, le pays va en profiter. Mais, puisque les racines structurelles qui poussent les

gens à quitter leur pays continuent à exister, on n'aura fait que

temporiser. Et la prochaine tragédie de réfugiés ne sera qu'une question de temps.

Notes

[1] Alternative pour l'Allemagne.

[2] La démocratie chrétienne allemande est composée de deux partis : la CSU, qui est un parti régional qui n'existe qu'en Bavière (12,7 millions d'habitants, donc un peu plus que la Belgique), et la CDU, qui représente les chrétiens-démocrates dans le reste du pays. La CSU est au gouvernement à Munich sans interruption depuis 1948, souvent avec une majorité absolue. En général, elle est plus à droite que la CDU. Au Bundestag, les deux partis forment un groupe. Si la CDU est au gouvernement, il y a toujours quelques ministres bavarois.

[3] Dublin II stipule, qu'un réfugié doit être accueilli par le pays où il a foulé le sol de l'UE. C'étaient avant tout les pays du nord de l'UE, dont massivement l'Allemagne, qui ont imposé ce règlement. Il transfère les fardeaux sur le dos des pays riverains des zones d'immigration, comme la Grèce et l'Italie. Dublin II était un genre de cordon sanitaire contre l'immigration.

[4] *Bundesverband der deutschen Industrie*, équivalent du MEDEF.

[5] Par exemple, la télévision a montré avant tout des enfants, des femmes et des familles, quoique la proportion d'hommes entre 20 et 30 ans soit plus grande.